



Humanitaire

Enjeux, pratiques, débats

41 | 2015

Les mobilisations horizontales peuvent-elles s'étendre à l'humanitaire ?

Regards croisés au détour de Check-Point

Trois questions à Mégo Terzian et Benoît Miribel

Boris Martin, Mégo Terzian et Benoît Miribel



Éditeur

Médecins du Monde

Édition électronique

URL : <http://humanitaire.revues.org/3238>

ISSN : 2105-2522

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2015

Pagination : 106-111

ISSN : 1624-4184

Référence électronique

Boris Martin, Mégo Terzian et Benoît Miribel, « Regards croisés au détour de *Check-Point* », *Humanitaire* [En ligne], 41 | 2015, mis en ligne le 01 novembre 2015, consulté le 04 octobre 2016. URL : <http://humanitaire.revues.org/3238>

Ce document a été généré automatiquement le 4 octobre 2016.

© Tous droits réservés

Regards croisés au détour de Check-Point

Trois questions à Mégo Terzian et Benoît Miribel

Boris Martin, Mégo Terzian et Benoît Miribel

RÉFÉRENCE

Jean-Christophe Rufin, *Check-Point*, Gallimard, 2015

NOTE DE L'ÉDITEUR

Propos recueillis par Boris Martin, rédacteur en chef

- 1 Mégo Terzian est médecin, président de Médecins sans Frontières-France depuis 2013. Benoît Miribel est président d'honneur d'Action contre la Faim après en avoir été directeur général (2003-2006) et directeur de la communication et du développement (1995-1997). À l'occasion de la sortie du dernier roman de Jean-Christophe Rufin – *Check-Point* –, qui revient sur l'action humanitaire durant le conflit en ex-Yougoslavie, nous leur avons posé trois questions.

REVUE HUMANITAIRE – L'HUMANITAIRE EST RAREMENT L'OBJET DE FICTIONS. QU'AVEZ-VOUS PENSÉ DE CETTE « MISE EN ROMAN » DE L'OBJET « HUMANITAIRE » ?

Benoît Miribel – J'ai trouvé que Jean-Christophe Rufin prenait un risque en nous plongeant 20 ans en arrière dans le contexte de l'ex-Yougoslavie. À l'époque,

ce conflit avait perturbé beaucoup d'organisations humanitaires, souvent coincées par les logiques de la purification ethnique et des zones de sécurité onusiennes qui n'en avaient que le nom. Mais il est vrai que l'auteur s'était déjà confronté à un terrain humanitaire complexe – l'Éthiopie et l'Érythrée – quand il avait publié *Asmara et les causes perdues*. Par ailleurs, avant d'ouvrir son dernier livre, j'avais entendu dire que tout se déroulait autour d'un convoi et je me demandais comment il avait bien pu construire tout un roman avec un camion comme support. Et quand j'ai vu qu'il mettait en scène une ONG lyonnaise, j'ai bien sûr pensé à Équilibre qui s'était fait connaître avec ses convois humanitaires dans les Balkans.

Après lecture, ce qui me semble central, c'est que Jean-Christophe Rufin pose la question de la motivation humanitaire et de sa valeur par rapport à un engagement armé : soigner les victimes du conflit ou se battre avec elles pour la paix ? Si le convoi humanitaire est propice au mouvement, à la découverte de paysages et de populations, il a choisi de nous mettre face à des profils humanitaires très distincts réunis par des motivations diverses. Si le convoi suit une seule route, ceux qui le conduisent suivent en effet des intérêts divergents. On a souvent rencontré en mission des personnes comme son héroïne Maud, qui partent dans l'action humanitaire comme on part à l'aventure, pour donner un nouveau sens à leur vie, mais souvent sans savoir ce qui les attend. Deux autres personnages – Marc et Vauthier – sont des infiltrés qui détournent le mobile humanitaire pour d'autres fins. Et l'on sait qu'en ex-Yougoslavie, la plupart des agences onusiennes et quelques ONG internationales ont été « noyautées » par des agents de renseignement et des militaires. D'ailleurs, l'un de nos expatriés à Action contre la Faim, qui se trouvait à Tuzla, m'avoua qu'il avait repéré une base où des soldats bosniaques étaient entraînés par des instructeurs américains, ce qui prouvait selon lui que personne ne respectait véritablement l'embargo. Je me souviens aussi d'un autre de nos volontaires qui en avait assez de livrer des produits d'hygiène et qui avait démissionné pour s'engager dans une milice bosniaque. Plus tard, on avait appris qu'il



avait perdu une main sous l'effet d'une grenade mal dégoupillée. Et c'est sur les routes de Bosnie que nous avons pris en stop Jonathan Littell, qui deviendra responsable de notre base de Sarajevo avant de partir en Tchétchénie et d'écrire, des années plus tard, l'ouvrage qui l'a fait connaître en tant qu'écrivain, *Les bienveillantes*.

Pour moi, l'une des problématiques du dernier roman de Rufin, c'est donc bien celle de l'engagement armé contre l'engagement humanitaire. Quand on voit comment le conflit syrien attire des jeunes combattants et combien l'action humanitaire se trouve marginalisée dans ce contexte, on se dit que 20 ans après l'ex-Yougoslavie, elle reste d'actualité.

Mégo Terzian – J'ai d'abord lu *Check-point* comme un récit plus ou moins haletant, inspiré par – ou rédigé pour – le cinéma. Il me rappelle un peu des *road movies* comme *Cent mille dollars au soleil* ou *Le Salaire de la peur*. Mais je me garderai bien d'en faire la critique littéraire, sauf à considérer qu'à partir du moment où un roman prétend rendre compte de la réalité, il doit aussi rendre des comptes. De ce point de vue-là, il me semble qu'il y a des choses à dire, car si l'auteur a le mérite de contribuer à démythifier l'humanitaire, la description des personnages qu'il en fait sombre vite dans la caricature de volontaires coincés entre la figure de l'idéaliste un peu candide et celle du barbouze. Si je ne doute pas qu'elle puisse correspondre à une réalité, une telle représentation tracée à gros traits me paraît cependant discutable, y compris avec 20 ans de distance. S'appuyant sur l'exemple d'un convoi transportant une aide présentée ici comme dérisoire, Rufin suggère aussi que l'action humanitaire ne suffit pas à étancher la soif d'engagement, et qu'on ne s'accomplit réellement qu'à travers la lutte. Ce propos me paraît déjà contestable, mais il ne s'arrête pas là. À partir d'un dilemme fictionnel, l'écrivain oppose deux conceptions de la victime et milite finalement pour que l'humanitaire se mette au service de ce dont celle-ci aurait besoin avant tout. En l'espèce, plutôt que de considérer les gens comme des bouches à nourrir, il faudrait leur fournir assistance dans le but de les aider à vaincre : « Tous les moyens peuvent être déployés pour la victoire, y compris l'humanitaire », affirme l'un des personnages du roman. Dans sa postface, on comprend mieux de quel camp des vainqueurs il s'agit. Au-delà de ses propos sur l'interventionnisme américain « qui ouvrirait les voies de l'avenir », Rufin voit dans les attentats survenus en France le basculement d'un univers à un autre, une sorte de point de rupture entre un monde de guerres lointaines et celui où les conflits impactent désormais l'occident, dont l'obsession sécuritaire ne saurait à l'avenir épargner les humanitaires. Si ce dernier point se discute, conclure sans mesure à propos des victimes que celui qui souffre, « ce n'est plus l'Autre mais nous-mêmes », relève autant de la posture à prétention philosophique que du mépris de la réalité. La vision à laquelle tient finalement Jean-Christophe Rufin, c'est celle d'un choc des civilisations embarquant les humanitaires avec elles.

R. H. – QUEL REGARD RÉTROSPECTIF SUR LE CONFLIT EN EX-YOUGOSLAVIE VOUS INSPIRE CE LIVRE ?

B. M. – Rappelons-nous l'épisode du général Morillon, alors chef des Casques bleus, qui se retrouve encerclé à Srebrenica et décide de constituer une « zone de sécurité » validée par une résolution onusienne en avril 1993. Il ne put tenir sa promesse de protéger les populations musulmanes de cette enclave restée, de fait, entre les griffes du général serbe Ratko Mladic. Près de 8 000 musulmans furent massacrés en juillet 1995 en représailles aux massacres conduits deux ans auparavant envers les populations serbes des environs par le chef bosniaque Naser Oric. Il fallut attendre les

accords de Dayton, signés en décembre 1995, pour la mise sous tutelle de la Bosnie, au profit de l'OTAN (IFOR). Mais cela au prix d'un découpage géographique qui entérina de fait les acquis du nettoyage ethnique avec deux camps au sein de la Bosnie : la fédération de Bosnie-Herzégovine (croato-bosniaque) et la fédération serbe de Bosnie.

Un an après le massacre de Srebrenica, en juillet 1996, Françoise Giroud, cofondatrice d'ACF, décida de se rendre sur place avec notre président de l'époque, José Bidegain. On monta sur place une conférence de presse à Split où elle témoigna de ce massacre collectif que l'humanité n'avait pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Comme je l'ai dit, ce qui se passait en ex-Yougoslavie ne laissait pas indifférent nos expatriés. Globalement, il y avait ceux qui estimaient qu'ACF n'avait pas sa place dans ce contexte « européen », au regard de tous les besoins en malnutrition en Afrique, et ceux qui estimaient que distribuer des produits d'hygiène et assurer une sécurité alimentaire faisait bien partie de notre mandat. Je me souviens d'un couple de nos volontaires, arrivé d'Angola, qui n'a pas voulu rester, estimant qu'ACF devait laisser la place à d'autres ONG et se concentrer sur les besoins en malnutrition dans les pays en crise. Après tous les échecs des plans de paix, en particulier celui de Vance-Owen en mai 1993, l'Union européenne – à travers ECHO – refusait d'action humanitaire l'ex-Yougoslavie ; et aucune ONG internationale n'avait alors de souci pour se faire financer. L'ONG Équilibre, qui a inspiré Rufin, était d'ailleurs qualifiée de « Baby ECHO » et son manque de ressources privées sera à l'origine de sa perte quand, plus tard, les contrats européens pour l'ex-Yougoslavie se feront plus rares. Il est indéniable qu'ECHO a aidé à la structuration des principales ONG humanitaires européennes, à l'image d'ACF d'ailleurs, même si ce poids est moins important aujourd'hui car la plupart de ces ONG ont pu au fil des années diversifier leurs sources de financements.

Pour en revenir à ce conflit, on voyait souvent arriver à Split des convois de toute l'Europe conduit par des bénévoles au grand cœur, mais qui se retrouvaient bloqués parce qu'ils n'avaient pas toutes les autorisations nécessaires pour aller vers Sarajevo via Mostar. L'humanitaire était au porte de l'Europe et presque accessible à tous, alors la solidarité et l'aventure poussaient de nombreuses personnes à partir avec des médicaments ou des vivres pour porter secours, chacun à sa façon. C'est ainsi qu'on a sympathisé avec une association de bénévoles bretons (BCBH) qui organisa plusieurs convois de Brest à Mostar. Ces gars prenaient des congés pour se taper des heures de camions, portés par un élan de solidarité qui faisaient l'admiration de nos équipes expatriées qui, du coup, leur donnaient un coup de main pour surmonter les tracasseries administratives. Cela n'est pas anecdotique car BCBH sera ensuite à l'origine de la délégation ACF en Bretagne, sous la responsabilité de Jacques Serba qui s'engagea plus tard dans le conseil d'administration d'ACF et succéda à Sylvie Brunel en tant que président avant de transmettre le flambeau à Jean-Christophe Rufin.

M. T. – N'ayant pas connu cette période à MSF, je retiens surtout le massacre de Srebrenica qui a été commémoré cet été. Je ne m'étendrai pas sur l'opportunité d'utiliser le mot génocide : le fait d'en débattre à partir d'ici et aujourd'hui me paraît surtout servir des intérêts politiques étrangers à ceux des personnes directement concernées par ces massacres. Certaines des questions qui me préoccupent en revanche font écho au livre de Jean-Christophe Rufin, dans la mesure où elles peuvent lui donner raison sur un point : la mission d'observation militaro-humanitaire de la Forpronu a participé à créer les conditions du massacre à Srebrenica, allant même jusqu'à

désarmer des hommes avant de les livrer aux Serbes. Les objectifs de purification ethnique étaient pourtant connus de tous à l'époque. Les risques existaient, mais rien n'a été fait pour protéger les personnes les plus exposées. Comme nous l'expliquions en 2001 devant la mission française d'information parlementaire : « En réponse aux opérations de nettoyage ethnique et aux bombardements des civils, on a envoyé des militaires distribuer des médicaments, des couvertures et de la farine ». Il y a là quelque chose de profondément dérisoire en effet, même si c'est le cynisme des politiques qui m'atteint en premier.

R. H. – VINGT ANS APRÈS LES ACCORDS DE DAYTON QUI MIRENT FIN À CETTE GUERRE, QUELLE ANALYSE FAITES-VOUS DE L'ÉVOLUTION QU'A CONNU L'HUMANITAIRE ?

B. M. – Avec la Bosnie, on a été confronté à des populations dont les besoins étaient inégaux dans les diverses zones de sécurité telles que Zenica, Tuzla, Bihac, Gorazde. On a intégré pour la première fois des assistantes sociales parmi nos expatriés pour pouvoir bien identifier les personnes les plus vulnérables. À l'époque, pour montrer leur capacité d'intervention, la plupart des ONG internationales mettaient en avant leur budget et leur nombre d'expatriés, mais rarement leurs personnels nationaux. Or, en ex-Yougoslavie, on trouvait des professionnels locaux très compétents qui avaient eu des postes à responsabilités avant le conflit. Aujourd'hui, la plupart des programmes des ONG internationales sont mis en œuvre par des personnels nationaux et l'on assiste à une montée en puissance des ONG nationales, encouragées par les agences onusiennes. De moins en moins d'expatriés sont en première ligne pour la mise en œuvre des programmes humanitaires, certes pour des raisons de sécurité et de coûts, mais aussi parce que l'on a compris que les programmes de développement doivent davantage intégrer la préparation aux désastres et que les acteurs locaux sont les mieux placés en la matière. Nul doute que l'ex-Yougoslavie a marqué une étape dans le rapport des ONG à leurs bénéficiaires et aux personnels nationaux, en raison notamment de la proximité avec notre niveau de vie et nos besoins. On voit même aujourd'hui des ONG étrangères, comme Amel au Liban ou Friendship au Bangladesh, venir s'implanter en France, non seulement pour renforcer leurs financements et leur plaidoyer, mais pouvoir disposer de bases de lancement de programmes internationaux proposant une nouvelle approche avec les bénéficiaires.

En revanche, au plan de la sécurité internationale, on peut constater une dégradation progressive des conditions du maintien de la paix, depuis la faillite des zones de sécurité en Bosnie et les partitions éthiques officialisée par Dayton, jusqu'au probable découpage de la Syrie en plusieurs territoires autonomes.

Enfin, pourquoi l'ONU met-elle autant de moyens pour des services aux personnes que beaucoup d'ONG internationales et nationales seraient en mesure de gérer, alors qu'on manque cruellement de moyens pour l'administration civile des crises et le maintien de la paix ? Depuis plus d'une décennie, on nous parle de la réforme humanitaire des Nations unies, mais c'est sur ces priorités en termes de sécurité internationale que l'on doit débattre ouvertement. À nous, ONG françaises, de porter le débat, notamment dans le cadre du 1^{er} Sommet humanitaire mondial qui se tiendra à Istanbul en mai prochain.

M. T. – Au regard de ce qui se passe en Syrie, en Irak, en Libye, dans les Territoires occupés ou encore en méditerranée, force est de constater que le cynisme des États n'a pas baissé d'intensité. À priori, les faits pourraient aussi donner raison à Jean-Christophe Rufin quand il constate à la fois l'incapacité des ONG à faire la différence là

où l'aide est la plus urgente, et la place croissante qu'occupent les questions de sécurité en leur sein. MSF n'échappe ni à ce sentiment d'impuissance, ni à ces préoccupations, dans des contextes de plus en plus marqués par la radicalisation de groupes armés comme l'État islamique, avec lequel il est difficilement concevable de négocier. En 2014, cinq de nos collègues ont été retenus plusieurs mois en otage par ce groupe, dans des conditions particulièrement difficiles, tandis qu'aucun signe tangible ne nous permet de penser que les risques aient à présent diminué. Mais si l'extension spectaculaire de la violence radicale menace aussi les représentants de l'Occident auquel nous sommes assimilés malgré nous, elle s'inscrit dans un contexte bien plus large d'une violence d'abord subie par les populations victimes au quotidien d'armes lourdes, de bombardements ou encore d'attentats¹. Le sentiment de terreur auquel nous n'échappons pas ne saurait nous conduire à renoncer à un mode d'action destiné avant tout à venir en aide à ces populations, et non à aider l'un ou l'autre des acteurs du conflit à remporter la victoire. Cela ne signifie pas pour autant que la neutralité soit une fin en soi. Je crois d'ailleurs que toutes les idées ne se valent pas, loin de là. Mais en laissant la philosophie de côté, on peut toujours agir – quitte à déroger à la neutralité – en vertu de la réalité vécue par des populations sacrifiées sans assumer pour autant l'idée de soutenir un camp contre les autres au nom d'une conception supérieure de la morale ou de l'éthique. J'ai la faiblesse de croire encore au fait que les secours tels que nous les concevons aujourd'hui se fondent sur cette réalité quand au contraire, la vision de l'humanitaire défendue par Jean-Christophe Rufin s'en éloigne toujours plus. Les prétentions affichées en Irak ou plus récemment en Libye sont là pour nous rappeler à quel point des interventions officiellement menées au nom de la démocratie ou inspirées des Lumières engendrent des carnages en série comme elles renforcent l'obscurantisme.

NOTES

1. Interview réalisée avant le bombardement de l'hôpital MSF de Kunduz en Afghanistan.
-

INDEX

Mots-clés : action humanitaire, histoire de l'humanitaire, Action Contre la Faim (ACF)

Index géographique : Bosnie-Herzégovine

AUTEURS

BORIS MARTIN

Rédacteur en chef

MÉGO TERZIAN

Mégo Terzian est médecin, président de Médecins sans Frontières-France depuis 2013

BENOÎT MIRIBEL

Benoît Miribel est président d'honneur d'Action contre la Faim après en avoir été directeur général (2003-2006) et directeur de la communication et du développement (1995-1997)